

STOPPER L'OFFENSIVE DE MACRON

Colère et lassitude s'expriment aujourd'hui, dans une situation intenable pour tous. Les personnels subissent des injonctions absurdes ou contradictoires, élèves comme enseignants payent les conséquences de la réforme du baccalauréat et de l'instauration du contrôle continu. Le manque de remplaçants conduit à de nombreuses fermetures de classes, et aggrave la fatigue des personnels. Le manque de moyens matériels contribue à l'exaspération et à l'épuisement général. Ce sont toutes les conséquences des attaques contre l'école et des personnels qui éclatent au grand jour.

LES SEULS RESPONSABLES ? MACRON ET SON GOUVERNEMENT

Deux ans après le début de l'épidémie, le gouvernement ne répond toujours pas aux revendications des salariés. Les postes de fonctionnaires continuent à être supprimés, les lits et services d'hôpitaux ferment. Les conditions de travail à l'hôpital sont tellement difficiles, que de nombreux soignants quittent le navire et que le recrutement de nouveaux personnels devient impossible.

Face à l'épidémie, le gouvernement qui a choisi d'appliquer une stratégie uniquement "vaccinale" avec le succès que l'on connaît accentue la casse de tout le système de santé. Poursuivant l'objectif de maintenir l'activité des entreprises à tout prix, il multiplie les mesures visant à rendre les salariés responsables de sa gestion catastrophique.

Et il organise la division entre salariés vaccinés et non vaccinés, se défaussant de sa responsabilité sur ces derniers. Pour étouffer toute réaction, il met en place à travers les lois d'urgence sanitaires, le pass sanitaire, un contrôle de la population avec des mesures allant jusqu'à la suspension de contrats de travail, voire des licenciements. Et il poursuit la restriction des libertés fondamentales avec le pass vaccinal.

MACRON POURSUIT L'OFFENSIVE

La politique du gouvernement sous le COVID préfigure la suite du programme annoncé : suppression de postes, casse de la fonction publique, individualisation des carrières, casse des missions et statut des enseignants, démantèlement des acquis statutaires, attaque contre la sécurité sociale avec le développement des complémentaires santé et des assurances.

La défense des revendications de personnels ne peut être assurée en cherchant à cogérer la crise avec le gouvernement, en soumettant l'outil syndical aux concertations sur la mise en œuvre des contre-réformes (cf. sur la complémentaire santé).

Il est de la responsabilité des syndicats d'exiger et d'organiser dans l'unité la mobilisation sur les revendications :

- Abrogation des réformes Blanquer,
- Embauche massive de personnels statutaires,
- Augmentation générale des salaires et du point d'indice,
- Abrogation de toutes les lois liberticides et retrait du projet de loi instaurant un pass vaccinal.